

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher

Parçay-Meslay, le 17/03/2022

ZA n°2 des Ailes  
25/26, Rue des Ailes  
37210 PARCAY-MESLAY

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

### **AUCHAN HYPERMARCHES LOGISTIQUE**

ZI des Yvaudières - rue du Colombier  
37700 ST PIERRE DES CORPS

Références : OR/2022-298

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/03/2022 dans l'établissement AUCHAN HYPERMARCHES LOGISTIQUE implanté ZI des Yvaudières - rue du Colombier 37700 ST PIERRE DES CORPS. L'inspection a été annoncée le 22/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées a procédé à une visite d'inspection dont l'objectif était d'examiner les risques que les activités de l'établissement AUCHAN à Saint-Pierre-des-Corps sont susceptibles de générer sur le dépôt pétrolier voisin, DPSPC classé Seveso Seuil Haut. Cette inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale post Lubrizol « Seveso et Effets Dominos ».

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AUCHAN HYPERMARCHES LOGISTIQUE
- ZI des Yvaudières - rue du Colombier 37700 ST PIERRE DES CORPS
- Code AIOT dans GUN : 0010004838
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société AUCHAN HYPERMARCHÉ LOGISTIQUE est autorisée à exploiter ses installations sur le site situé entre les communes de Saint-Pierre-des-Corps et La Ville-aux-Dames par arrêté préfectoral n°17614 du 22/06/2005, complété par l'arrêté complémentaire n°19079 bis du 09/11/2012.

### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suites de la visite d'inspection du 08/11/2017
- Action nationale post Lubrizol "Sevso et Effet Domino" (distances d'éloignement, conditions de stockage des produits et déchets, moyens de défense contre l'incendie)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 22/06/2005, article 1.2.2 modifié par l'article 1 de l'APC du 09/11/2012	/	Sans objet
NC4 de la visite d'inspection du 08/11/17	Arrêté Préfectoral du 22/06/2005, article 4.1.10	NC4	Sans objet
NC5 de la visite d'inspection du 08/11/17	Arrêté Préfectoral du 22/06/2005, article 4.3.1	NC5	Sans objet
R1 de la visite d'inspection du 08/11/17	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	R1	Sans objet
D2 de la visite d'inspection du 08/11/17	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	D2	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 22/06/2005, article 4.1.11.2	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
NC1 de la visite d'inspection du 08/11/17	Arrêté Préfectoral du 22/06/2005, article 3.4	NC1	Sans objet
NC2 de la visite d'inspection du 08/11/17	Arrêté Préfectoral du 22/06/2005, article 3.2.4	NC2	Sans objet
NC3 de la visite d'inspection du 08/11/17	Arrêté Préfectoral du 22/06/2005, article 3.7.3	NC3	Sans objet
NC6 de la visite d'inspection du 08/11/17	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-II	NC6	Sans objet
D1 de la visite d'inspection du 08/11/17	Arrêté Préfectoral du 22/06/2005, article 3.6	D1	Sans objet
D3 de la visite d'inspection du 08/11/17	Arrêté Préfectoral du 22/06/2005, article 3.3.2	D3	Sans objet
Distances d'éloignement	Arrêté Préfectoral du 22/06/2005, article 4.4.1	/	Sans objet
État des stocks	Arrêté Préfectoral du 22/06/2005, article 4.1.1	/	Sans objet
Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 22/06/2005, article 3.11.2.3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessus.

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/06/2005, article 1.2.2 modifié par l'article 1 de l'APC du 09/11/2012
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b> Liste des installations classées pour la protection de l'environnement : <ul style="list-style-type: none"><li>- Rubrique 1510.1 (A) : entrepôt couvert (stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des) ; le volume des entrepôt étant de 334 7110 m3.</li><li>- Rubrique 1412.2.2 (DC) : gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de); la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant de 32,6 t.</li><li>- Rubrique 2255.3 (D) : Alcools de bouche d'origine agricole, eaux-de-vie et liqueurs (stockage de) ; la quantité de produits dont le titre alcoométrique volumique est supérieur à 40%, susceptible d'être présente est de 330 m3.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant déposera un porter à connaissance présentant la situation administrative de l'établissement actualisée.
<b>Observations :</b> Par courriers d'avril 2016, juillet 2019 et novembre 2019, l'exploitant a informé de modifications de rubriques de la nomenclature ICPE s'appliquant au site (2910, 4320, 4331, 4718, 4734, 4755) suite à des évolutions de la nomenclature ou à des modification de l'activité. Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réponse de l'administration.  L'exploitant indique qu'un porter à connaissance sera déposé en 2022 faisant un point sur la situation administrative du site. Conformément à l'état des stocks en date du 15/03/2022 présenté lors de l'inspection, l'exploitant se positionnera notamment sur les rubriques 1450 (dont les quantités présentes au jour de l'inspection dépasse le seuil d'autorisation), 1510 (dont les quantités présentes au jour de l'inspection dépasse le seuil d'enregistrement), 1530 et 4741 (dont les quantités présentes au jour de l'inspection sont au-delà du seuil de déclaration), ainsi que sur les rubriques 4320, 4755 et 2910.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : NC1 de la visite d'inspection du 08/11/17**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/06/2005, article 3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plans et schémas des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit et tient systématiquement à jour les schémas de circulation des apports d'eau et de chacune des diverses catégories d'eaux polluées comportant notamment : - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, isolement de la distribution alimentaire...) ; - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ; - les ouvrages d'épuration et les points de rejet de toute nature. Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.
<b>Constats :</b> La non-conformité est levée.
<b>Observations :</b> NC1 de la visite d'inspection du 08/11/17 : L'exploitant ne tient pas à jour les plans et schémas de son établissement. Par courrier du 15/12/2017, l'exploitant a indiqué avoir passé commande pour établir un plan papier et informatisé des réseaux E.P et E.U pour une réalisation au 1er trimestre 2018. Le devis RED IMMOBILIER en date du 05/12/2017 a été transmis.  Lors de la visite d'inspection, les plans des réseaux suivants ont été présentés : - plan pour l'ensemble du site datant de 2004 - plan pour les bâtiments A et B en date de 2018
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : NC2 de la visite d'inspection du 08/11/17**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/06/2005, article 3.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Eaux pluviales susceptibles d'être polluées
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont composées des eaux de voiries et parkings. Ces eaux doivent être traitées avant rejet a minima par des débourbeurs déshuileurs à obturation par vanne manuelle. Les autres eaux pluviales susceptibles d'être polluées doivent faire l'objet d'une analyse montrant l'absence de pollution et/ou d'un traitement avant rejet dans le milieu naturel.
<b>Constats :</b> La non-conformité est levée.
<b>Observations :</b> NC2 de la visite d'inspection du 08/11/17 : L'exploitant n'émet pas de bordereau de suivi des déchets pour les déchets issus de l'entretien de du débourbeur/déshuileur et du regard de la pompe de relèvement des eaux de ruissellement des voiries. Par courrier du 15/12/2017, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les bordereaux de suivi des déchets concernant les débourbeurs/déshuileurs pour 2016 et 2017, récupérés auprès de la société SOA. Il a indiqué que le fichier de suivi des déchets a été modifié pour incorporer ces déchets.  Les bordereaux de suivi de déchets pour les déchets issus de l'entretien du débourbeur/déshuileur pour l'année 2020 et 2021 ont été présentés lors de l'inspection : - BSD n°S0313 - 5002926.1.1-1 en date du 06/07/2021 - BSD n°S0313-1005 / 186397001 / 20060025 en date du 02/07/2020
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : NC3 de la visite d'inspection du 08/11/17**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/06/2005, article 3.7.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Étiquetage – Données de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation et notamment des fiches de données de sécurité des produits lorsqu'elles existent.
<b>Constats :</b> La non-conformité est levée.
<b>Observations :</b> NC3 de la visite d'inspection du 08/11/17 : L'exploitant ne dispose pas des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans son établissement. Par courrier du 15/12/2017, l'exploitant a indiqué que l'application Quick FDS a été mise à disposition et qu'une note de service opératoire a été diffusée. Les fiches des produits dangereux utilisés notamment pour le nettoyage de l'entrepôt sont disponibles sur le site.  L'application gérée au niveau national a été présentée lors de la visite d'inspection. Une recherche de Fiches de Données de Sécurité a été réalisée pour un produit présent sur site : gel hydroalcoolique. La fiche de données HADA GEL MAINS BIOCIDES en date du 30/03/2018 a bien été présentée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/06/2005, article 4.1.10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Organisation du stockage
<b>Prescription contrôlée :</b> Les matières conditionnées en masse (sac, palette, etc.) forment des îlots limités de la façon suivante : 1) surface maximale des îlots au sol : 500 m² ; 2) hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ; 3) distance entre deux îlots : 2 mètres minimum ; 4) une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des îlots et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de chauffage ; cette distance doit respecter la distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe.  Concernant les matières stockées en rayonnage ou en palettier, les dispositions des 1), 2) et 3) ne s'appliquent pas lorsqu'il y a présence de système d'extinction automatique. La disposition 4) est applicable dans tous les cas. La hauteur de stockage des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage. Les matières stockées en vrac sont séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois, aux éléments de structure et à la base de la toiture ou du plafond ou de tout système de chauffage.
<b>Constats :</b> L'exploitant ne respecte pas la hauteur maximale autorisée pour le stockage de ses matières dangereuses liquides.
<b>Observations :</b> NC4 de la visite d'inspection du 08/11/17 : L'exploitant ne respecte pas la hauteur maximale autorisée pour le stockage de ses matières dangereuses liquides. Par courrier du 15/12/2017, l'exploitant a précisé que l'inspection n'a pas constaté de stockage à plus de 5 mètres de produits autre que d'alcools de bouche. De plus, il a fait paramétrer son système de gestion des emplacements pour interdire le stockage à plus de 5 mètres des références de liquides inflammables, y compris dorénavant des alcools de bouches classés dans le chapitre 4 de la nomenclature (rubrique 4755).  Lors de l'inspection, le système de gestion des emplacements a été présenté. Chaque produit est doté d'une fiche produit, indiquant notamment les hauteurs maximales et minimales de stockage. Sur la base de cette fiche produit, le réceptionneur indique une consigne pour le stockage.  Néanmoins, il a été constaté la présence d'une palette d'alcool à plus de 40° à une hauteur supérieure à 5m dans le bâtiment B. L'exploitant précise que la quantité d'alcool supérieur à 40° est en forte diminution sur le site. Cette palette n'a pas été stockée en suivant le système de gestion des emplacements car il s'agit des derniers stocks prêts à partir. Par mail du 16/03/2022, l'exploitant a transmis une photo montrant que cette palette a été déplacée.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : NC5 de la visite d'inspection du 08/11/17**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/06/2005, article 4.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Aménagement et exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Le stockage des alcools de bouche est situé dans une partie de cellule spécifique prévue à cet effet dans le bâtiment B (adossée au mur coupe-feu du bâtiment C). Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident tout déversement direct dans le réseau d'eau pluvial ou d'égout. À cette fin, les matières ainsi canalisées doivent de manière gravitaire être collectées puis converger vers une capacité spécifique extérieure au bâtiment d'un volume au moins égal à 100 % du volume d'alcool stocké (330 m <sup>3</sup> ). Les orifices d'écoulement doivent être munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement. Tout moyen doit être mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par écoulement. Les produits incompatibles avec ces alcools de bouche ne sont pas associés dans la même rétention. La zone de stockage sera bien ventilée de telle façon à ce qu'il n'y ait pas accumulation de vapeurs inflammables. Les récipients en verre non garantis par une enveloppe les protégeant des chocs seront stockés dans des caisses rigides comportant des cloisonnements empêchant le heurt de deux récipients.
<b>Constats :</b> La zone de stockage des alcools de bouche n'est pas équipée d'une rétention spécifique extérieure sécurisée.
<b>Observations :</b> NC5 de la visite d'inspection du 08/11/17 : La zone de stockage des alcools de bouche n'est pas équipée d'une rétention spécifique extérieure sécurisée. Par courrier du 15/12/2017, l'exploitant a demandé un délai supplémentaire pour présenter un plan d'action, compte-tenu de l'imparfaite connaissance des réseaux d'évacuation (cf NC n°1).  Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que la rétention n'a pas été réalisée à cause de contraintes techniques et que la quantité d'alcool présente sur le site est désormais inférieure au seuil de déclaration. L'inspection rappelle que les dispositions de l'arrêté préfectoral restent opposables tant que l'exploitant n'a pas fait de demande de déclassement. Par ailleurs, il convient de préciser, justifier les demandes d'aménagements éventuelles aux dispositions relatives aux entrepôts.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : NC6 de la visite d'inspection du 08/11/17**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déclaration des déchets dangereux
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : – les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/an.
<b>Constats :</b> La non-conformité est levée.
<b>Observations :</b> NC6 de la visite d'inspection du 08/11/17 : L'exploitant ne procède pas à la télédéclaration des déchets dangereux produits par son établissement sur le site GEREPP du ministère en charge des installations classées. Par courrier du 15/12/2017, l'exploitant a indiqué avoir fait la démarche d'inscription à <a href="http://www.declarationpollution.developpement-durable.gouv.fr/gerep/">www.declarationpollution.developpement-durable.gouv.fr/gerep/</a> , pour procéder à la télédéclaration des déchets dangereux de l'établissement avant le 31 Mars de l'année N+1.  L'exploitant a déclaré les déchets produits par son établissement sur le site GEREPP pour les années 2020 et 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : R1 de la visite d'inspection du 08/11/17**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Registre des déchets sortants
<b>Prescription contrôlée :</b> Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. [...]
<b>Constats :</b> Le registre des déchets pour l'année 2021 n'a pas été présenté lors de l'inspection. Il est rappelé à l'exploitant que le registre des déchets doit être conservé pendant au moins 3 ans.
<b>Observations :</b> Lors de la visite du 08/11/17, l'inspection des installations classées a constaté que tous les déchets produits par l'établissement ne sont pas enregistrés dans le registre de sortie (déchets issus de l'entretien du débourbeur/déshuileur)  R1 de la visite d'inspection du 08/11/17 : L'inspection rappelle à l'exploitant que tous les déchets produits par son établissement doivent faire l'objet d'un enregistrement dans le registre de suivi des déchets sortants. Par courrier du 15/12/2017, l'exploitant a indiqué que le fichier de suivi des déchets est modifié pour incorporer ces déchets.  Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le registre des déchets pour l'année 2022 extrait depuis le logiciel de gestion des déchets TRINOV. Il est prévu que ce logiciel soit en relation avec TRACKDECHETS à partir de juin 2022. Ce registre ne fait pas état de déchets issus de l'entretien du débourbeur/déshuileur qui est réalisé à l'été.  Le registre des déchets pour l'année 2021 n'a pas été présenté lors de l'inspection. Par mail du 16/03/2022, l'exploitant a transmis le registre des déchets pour l'année 2021. Celui-ci ne contient pas toutes les informations indiquées dans l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31/05/2021. Il est rappelé à l'exploitant que le registre des déchets doit être conservé pendant au moins 3 ans.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : D1 de la visite d'inspection du 08/11/17**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/06/2005, article 3.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Qualité des effluents rejetés
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'ensemble des rejets d'eaux usées du site doit respecter les valeurs limites et caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- température : &lt; 30°C,</li><li>- pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline),</li><li>- couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/Pt/l,</li><li>- ne pas dégrader les réseaux de collecte,</li><li>- ne pas dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts ainsi que dans le milieu récepteur éventuellement par mélange avec d'autres effluents.</li></ul> L'ensemble des rejets des eaux pluviales du site doit respecter en plus des paramètres cités ci-dessus : <ul style="list-style-type: none"><li>- concentration en hydrocarbures &lt; 5 mg/l.</li></ul>
<b>Constats :</b> La demande est satisfaite.
<b>Observations :</b> D1 de la visite d'inspection du 08/11/17 : l'exploitant fait procéder par un laboratoire agréé à un prélèvement d'eau en sortie de l'établissement et à une analyse portant sur les caractéristiques et polluants définis à l'article 3.6.2 de l'AP du 22/06/2005. Par courrier du 15/12/2017, l'exploitant a indiqué qu'une commande en cours. Un devis a été transmis.  Le rapport d'analyse des eaux pluviales réalisé par LABORATOIRE DE TOURAINE en date du 05/01/2018 a été présenté. Les valeurs limites définies à l'article 3.6.2 de l'AP du 22/06/2005 sont respectées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : D2 de la visite d'inspection du 08/11/17**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Codes déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>a) Concernant la date de sortie de l'installation :<ul style="list-style-type: none"><li>- la date de l'expédition du déchet ;</li></ul></li><li>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :<ul style="list-style-type: none"><li>- la dénomination usuelle du déchet ;</li><li>- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</li><li>- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li><li>- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;</li><li>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;</li><li>- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;</li></ul></li><li>c) Concernant l'origine du déchet :<ul style="list-style-type: none"><li>- l'adresse de l'établissement ;</li><li>- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;</li><li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</li></ul></li></ul>

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;

- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;

- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;

- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

**Constats :** Le traitement final n'est pas toujours indiqué dans le registre des déchets.

**Observations :** D2 de la visite d'inspection du 08/11/17 : L'exploitant complète son registre de suivi des déchets sortants conformément à l'article 2 de l'AM du 29/02/12.

Par courrier du 15/12/2017, l'exploitant a indiqué que le fichier de suivi des déchets est modifié pour incorporer ces déchets.

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le registre des déchets pour l'année 2022 extrait depuis le logiciel de gestion des déchets TRINOV. Il est prévu que ce logiciel soit en relation avec TRACKDECHETS à partir de juin 2022.

Il a été constaté que le code de traitement de déchets indiqué n'est pas toujours le traitement final.

Pour le déchet "films plastique vrac" (code déchet : 15 01 02) envoyé vers la société PAPREC le 06/01/2022, le traitement indiqué est R13 : stockage de déchets préalablement à l'une des opérations R1 à R12 (à l'exclusion du stockage temporaire, avant collecte, sur le site de production).

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle : D3 de la visite d'inspection du 08/11/17**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/06/2005, article 3.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Isolement du site
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réseaux de collecte de l'établissement sont équipés d'obturateur ou de dispositifs d'efficacité équivalente de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance et facilement accessibles en cas de sinistre. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
<b>Constats :</b> La demande est satisfaite.
<b>Observations :</b> D3 de la visite d'inspection du 08/11/17 : L'exploitant transmet à l'inspection les justificatifs de la mise en place d'un signallement visible pour les dispositifs d'isolement du site et de l'accessibilité aisée de leurs accessoires.  Par courrier du 15/12/2017, l'exploitant a indiqué les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- la signalisation de la vanne de rétention face sud du bâtiment a été refaite</li><li>- la place de stockage de la clé pour actionner la vanne de rétention a été changée pour la rendre accessible</li><li>- des informations pour le maniement des vannes ont été installées.</li></ul> Lors de l'inspection, il a été constaté que la vanne située face aux quais sud du bâtiment B est bien identifiée et la clé permettant la manipulation de cette vanne est accessible et accompagnée d'informations lisibles.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Distances d'éloignement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/06/2005, article 4.4.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Distances d'éloignement
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation doit être implantée à une distance d'au moins 5 m des limites de propriété.
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Observations :</b> Le plan de masse du site a été présenté lors de l'inspection. Le local de charge est à plus de 5 m des limites de propriété.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : État des stocks**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/06/2005, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, État des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un état des matières stockées. Cet état indique leur localisation, la nature des dangers ainsi que leur quantité. L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail. Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Conforme.
<b>Observations :</b> L'état des stocks en date du 15/03/2022 a été présenté lors de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/06/2005, article 3.11.2.3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation électrique doit être conçue, réalisée et entretenue conformément au décret du 10 octobre 2000 relatif à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises de la série NF C ou aux normes européennes équivalentes qui lui sont applicables. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit et tout échauffement. Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il est remédié à toute défectuosité relevée dans les délais les plus brefs. La mise à la terre est effectuée suivant les normes en vigueur. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.
<b>Constats :</b> Conforme.
<b>Observations :</b> Le rapport de vérification annuelle du 17/06/2021 réalisé par Bureau Veritas a été vu lors de l'inspection : de nombreuses observations ont été faites. Le compte-rendu de vérification Q18 du 15/06/2021 conclut que l'installation électrique "ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion".
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/06/2005, article 4.1.11.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'entrepôt doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux, ....) publics ou privés dont un implanté à 100 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc. Ce réseau d'eau, public ou privé, doit permettre de fournir en toutes circonstances le débit et la quantité d'eau d'extinction et de refroidissement évalués dans l'étude de dangers (c'est-à-dire 180 m3/h en débit simultané sur les deux poteaux d'incendie public et un bassin interne de réserve d'eau de capacité de 300 m3),</li><li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</li><li>- des robinets d'incendie armés, répartis dans l'entrepôt en fonction de ses dimensions et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont utilisables en période de gel.</li></ul> <p>L'exploitant doit justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci doivent être conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux normes en vigueur,</p>
<b>Constats :</b> La date de la dernière vérification n'est pas renseignée sur l'ensemble des RIA.
<b>Observations :</b> Les documents suivants ont été vus lors de l'inspection : <ul style="list-style-type: none"><li>- Plan défense incendie, localisant les RIA, les extincteurs, les porte de secours et les blocs de désenfumage;</li><li>- Rapport de maintenance préventive des RIA du 15/06/2021 par CHUBB SICLI ;</li><li>- Rapport de vérification annuelle des extincteurs du 15/06/2021 par CHUBB SICLI.</li></ul> <p>Il a été constaté sur un RIA que la date de la dernière vérification n'est pas renseignée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet